



L'INTERVIEW

Maryline Simoné © Franck Moreau, ville de La Rochelle - Frédéric Courant © Creative Commons BY-ND-NC-SA

QUE FAUT-IL RETENIR DU RAPPORT DE LA MISSION D'INFORMATION SUR LA TRANSPARENCE, L'INFORMATION ET LA PARTICIPATION DE TOUS À LA GESTION DES RISQUES MAJEURS, TECHNOLOGIQUES OU NATURELS ?

Frédéric Courant, journaliste et cofondateur de l'émission « C'est pas sorcier »,
Maryline Simoné, inspectrice générale de l'administration du développement durable au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)

COMMENT LA MISSION A-T-ELLE PROCÉDÉ POUR RÉALISER CE RAPPORT ? QUELS ACTEURS A-T-ELLE RENCONTRÉS ET COMMENT LES A-T-ELLE CHOISIS ?

Fred Courant : Cette commande a été formulée personnellement par Barbara Pompili sur son objet mais aussi sur sa forme. La constitution d'une équipe interdisciplinaire, accompagnée par le CGEDD, composée de personnes de la société civile¹, chacune apportant

sa propre expérience et ses compétences, a été une belle aventure humaine et professionnelle. Cette mission sur la culture du risque m'enthousiasmait tant j'y voyais la possibilité de vulgariser encore et toujours la science et la connaissance, fondements de mon engagement journalistique. Nous avons procédé à une cinquantaine d'auditions de ce que l'on appelle les parties prenantes - services de l'État, collectivités territoriales et leurs élus, associations spécialisées, services

de secours, des représentants de secteurs professionnels, experts..., dont il faut souligner le nombre, l'implication et la mobilisation. Nous nous excusons ici de n'avoir pu auditionner d'autres personnes qui nous ont été recommandées au fil de la mission, étant donné nos contraintes de délais.

Maryline Simoné : Nous avons pour cette mission plusieurs objectifs : ceux de poser un diagnostic avec ces acteurs, d'examiner la

¹ Jean-Frédéric Biscay, lieutenant-colonel des sapeurs-pompiers du centre d'essai et de recherche de Valabre, Damien Boutillet, chef du département de défense et gestion de crise de France Télévisions, Caroline Rizza, maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à 13-Telecom Paris, Freddy Vinet, professeur de géographie à l'université Paul Valéry Montpellier 3, co-directeur du master « Gestion des catastrophes et risques naturels », Karine Weiss, professeure en psychologie sociale à l'université de Nîmes.

pertinence des dispositifs existants, d'identifier les outils et canaux existants les plus efficaces pour sensibiliser le(s) grand(s) public(s), et ceux de proposer des pistes participatives et mobilisatrices et de formuler bien évidemment des propositions aussi bien à l'échelle nationale que territoriale.

QUELS SONT LES CONSTATS/ TENSIONS/FREINS EN MATIÈRE DE CULTURE DU RISQUE QUI RESSORTENT DE L'ÉTAT DES LIEUX RÉALISÉ POUR CE RAPPORT ?

Maryline Simoné : Autant il n'y a pas de consensus sur la notion même de « culture du risque », certains parlant davantage de « culture de la sécurité », de « culture de la précaution », de « conscience du risque », de « perception du risque » ou tout simplement de « culture de la prévention », autant de multiples constats sont effectivement partagés par les acteurs :

- ▶ Des comportements toujours trop inadaptés des gens face aux risques ;
- ▶ Une position essentielle de proximité des maires, mais souvent délicate et ambiguë. Les élus restent encore trop soumis aux enjeux économiques de leur commune, davantage par méconnaissance des dispositifs existants et ignorant les bénéfices qu'ils pourraient tirer d'une politique volontariste de culture du risque ;
- ▶ Des obligations réglementaires pas respectées ou mal appliquées et des outils inconnus du grand public (DICRIM², IAL³, le site « Géorisques »⁴, ...) ;
- ▶ Une défiance des citoyens envers la parole de l'État sur les bonnes conduites à tenir, qui s'est accentuée pendant la crise sanitaire que nous traversons. À cela s'ajoute une mauvaise utilisation des réseaux sociaux en matière de prévention et de communication sur les risques, à saisir pourtant en opportunités de transmission d'informations ;
- ▶ Une culture scientifique et environnementale aujourd'hui défaillante qui n'encourage donc pas les citoyens à s'interroger, comprendre et se

prémunir ainsi des risques existants sur les territoires notamment où ils vivent ;

- ▶ Une absence de partage et de mutualisation des expériences innovantes et réussies, avec les difficultés de s'ancrer dans le temps, inégalement réparties sur nos territoires et trop souvent hétérogènes ;
- ▶ Des citoyens encore trop sous-représentés dans les instances locales d'information (CSS⁵).

Ces principaux constats démontrent bien l'importance d'un sujet de société, de sa montée en puissance et toute l'attention que les acteurs y portent.

CE RAPPORT PROPOSE DES RECOMMANDATIONS AFIN D'AMÉLIORER L'INFORMATION PRÉVENTIVE, QUELS EN SONT LES POINTS CLEFS ?

Fred Courant : Sur la base de ces constats, les propositions que nous avons formulées sont pragmatiques et faciles à mettre en œuvre pour une culture du risque dans laquelle nous deviendrions tous acteurs. Elles ciblent tous les publics pour additionner le nombre de personnes touchées. Ces recommandations ont pour tâche à la fois de dédramatiser, fédérer, éduquer, former, et innover.

Dédramatiser, c'est créer une dynamique nationale déclinée sur les territoires au plus près des populations grâce à un évènement annuel, fédérateur et mobilisateur et grâce à un concours environnemental à destination des communes.

Fédérer, c'est s'appuyer sur des structures existantes en les déployant sur le territoire national et généraliser ainsi les bonnes initiatives. C'est envisager une structure nationale « multirisques » destinée à coordonner les actions de prévention des risques.

Éduquer, c'est sensibiliser en milieu scolaire avec les outils éducatifs numériques tant les enfants, qui demain deviendront des adultes, sont des relais incontournables. C'est aussi aller à la rencontre du public avec des unités mobiles de démonstration et permettre une expérience physique et sensorielle des risques. Éduquer c'est aussi

développer et adapter la plateforme du ministère de la Transition écologique « Géorisques » pour en faire un site de référence.

Former prioritairement les élus, c'est leur permettre de mettre en œuvre une politique volontariste, d'être en action préventive plutôt qu'en réaction à un évènement. C'est les inciter à désigner dans chaque commune un référent unique « risques ». Former également les professionnels du bâtiment, c'est mieux projeter ces métiers vers des solutions des mesures préventives.

Innover, c'est mieux utiliser la complémentarité des médias (TV, radio, presse écrite) et des réseaux sociaux pour interagir notamment avec les citoyens.

Avec la prise de conscience du changement climatique et que le « risque zéro n'existe pas », nous pensons que ces mesures seront comprises, attendues et utiles.

QU'ATTENDEZ-VOUS DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE L'INFORMATION PRÉVENTIVE ET DE LA CULTURE DU RISQUE, COMME LE CEPRI, AMARIS, L'IRMA, ETC., DANS L'ACCOMPAGNEMENT SUR LE TERRAIN DE VOS PROPOSITIONS ?

Fred Courant : Ces structures assurent déjà un boulot formidable ! Elles sont connues et reconnues par leurs pairs grâce à leur participation active aux différentes instances nationales. Il leur manque aujourd'hui le maillon qui les relie directement aux citoyens. Elles ont donc, avec d'autres, la responsabilité importante d'engager les populations sur la voie d'un projet mobilisateur, source d'intelligence collective. Donnons-leur les moyens d'agir. Le jeu en vaut la chandelle ! Nous avons conclu notre rapport par cette phrase de Marie Curie : « Dans la vie, rien n'est à craindre, tout est à comprendre », qui nous oriente vers cette obligation de s'inscrire toujours dans une approche pédagogique et positive.

² Document d'information communale sur les risques majeurs

³ Information acquéreur locataire

⁴ www.georisques.gouv.fr

⁵ Commission de suivi de site

